

2013-2014 : relais de luttes

Les fêtes de fin d'année ne vont malheureusement pas stopper les difficultés sociales des gens. Elles risquent plutôt d'en exacerber toute l'injustice qu'elles comportent. Les détenteurs du capital seront bien à l'abri et afficheront la même indécence de leur fortune. Les salariés et les retraités continuent de s'entendre dire que leurs salaires et leurs pensions étant un coût pour la société, il leur faut poursuivre dans le serrage de leur ceinture.

La CGT ne s'y résout pas et inlassablement va combattre pour d'autres solutions alternatives qui permettent de répartir autrement les richesses. C'est le sens de la campagne qu'elle vient de lancer pour faire la démonstration que le travail est un investissement et le capital un coût.

Il faut en effet stopper la valse de ces milliards accumulés dans le seul profit et au détriment de l'investissement industriel et de l'emploi.

C'est aussi la raison de ses propositions de ne rien lâcher de la lutte. Elle s'est d'ores et déjà rendue disponible auprès de toutes les autres organisations pour une journée nationale d'action interprofessionnelle début février 2014. Des rencontres ont eu lieu et vont se poursuivre entre CGT, CFDT, CFTC, FSU et UNSA.

L'UCR s'inscrit dans la journée de février 2014 avec à l'appui une pétition nationale sur le pouvoir d'achat.

La CGT, avec d'autres syndicats, va affronter les idées du Front National et sera partie prenante d'un grand meeting à Montreuil le 29 janvier prochain.

En fait, il n'y a pas grande place pour une trêve des confiseurs. Il nous faut persévérer dans l'action et dans le même temps être plus nombreux à se syndiquer CGT.

Retraite : la lutte continue

Le gouvernement en difficulté a utilisé le vote bloqué pour faire passer sa mauvaise loi sur la retraite.

Ce ne sont pas les 2 mesures prises à la dernière minute qui modifient cette appréciation de la CGT.

Plus que jamais nous revendiquons pour tous la revalorisation des retraites et des pensions au 1^{er} Janvier.

Et on ne lâchera pas !

Réforme Fiscale

La CGT a rencontré le Premier Ministre le 25 novembre. Pour nous il est nécessaire de réhabiliter l'impôt, de lui redonner son sens : faire contribuer chaque acteur, entreprises comme particuliers, en fonction de ses capacités contributives, au financement des dépenses publiques. Plutôt que d'augmenter la TVA, il faut une réforme ambitieuse, qui rende le système fiscal plus juste et plus efficace.

Pour y parvenir il faut un débat public dans toute la société, sur la répartition des richesses créées par le travail et le coût du capital qui handicape le développement économique et social.

INDECENT ! Salaires et retraites chapeau des PDG

Devant la vague de protestations, le président sortant de PSA a renoncé « aux dispositions actuelles de ses droits à la retraite »

La CGT revendique : le droit des CE et Comités Européens d'Entreprise de contrôler et de suspendre les aides publiques et les plans de destruction d'emplois, l'entrée des salariés et leurs représentants dans les comités de rémunérations et d'audit. L'état doit conditionner les aides aux entreprises privées à la limitation des salaires des dirigeants et à l'investissement des fonds publics dans la recherche, l'outil productif, l'emploi, la formation et les salaires.

Propos racistes contre la Garde des Sceaux

Thierry LEPAON Secrétaire général de la CGT a écrit à la Ministre. Le racisme et la xénophobie sont totalement étrangers aux valeurs portées par la CGT. La relation salariale solidarise et rend égaux les salariés. Quelle que soit notre couleur de peau, nous sommes camarades de travail et, nous l'espérons, camarades de combat.

Dialogue social ou diktat du MEDEF ?

Alors que les négociations sur la formation professionnelle piétinent le Medef plutôt que de rechercher un compromis, impose un chantage inacceptable aux organisations syndicales. Il ne veut d'accord que sur la base de ce que ses pairs ont adopté. Il montre ainsi, une fois de plus sont véritable jour, une machine infernale pour défendre les intérêts du patronat et le taux de profit, il ne veut pas de négociation.

Défilés en Bretagne

Le 23 novembre, 8 organisations syndicales appelaient à manifester à Rennes, Lorient, ST Brieuc, Morlaix. Des milliers de salariés de nombreuses entreprises ont défilé pour poursuivre la mobilisation engagée pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les services publics, contre la fermeture des industries, pour une répartition des richesses produites par le travail.

Gestion de la CNMATS

Le Medef dévoile son jeu, il veut faire mettre la gestion de la sécu sous la coupe de l'état. Ce n'est pas à celui-ci de déterminer les missions de l'assurance maladie. Ce serait un déni

de démocratie sociale. Les principes fondateurs d'Universalité, d'Unicité et de Démocratie sociale voulus à sa création par le CNR doivent être maintenus, confortés et élargis. Pour y parvenir la CGT revendique, entre autre, un mode de financement de la Sécu basé sur l'ensemble des revenus y compris ceux du capital.

Répartir autrement c'est capital !

Les indicateurs économiques montrent que nos entreprises souffrent d'un manque d'investissement, d'une trop forte rémunération des actionnaires et d'une consommation en déclin faute d'emplois et de salaires corrects. Parce que les créateurs de richesses c'est nous, la **CGT** exige la revalorisation immédiate du Smic et des pensions à 1 700 euros bruts ; la fin du gel de l'indice des fonctionnaires ; la résorption des inégalités femmes/hommes ; l'ouverture immédiate de négociations dans les entreprises et les branches.

Travail du dimanche :

L'ancien PDG de La Poste, qui a laissé un bilan social désastreux derrière lui, a rendu son rapport s'empresant d'augmenter le nombre des dimanches travaillés de cinq à douze. La **CGT** qui a décidé de mener le débat avec les salariés sur les enjeux du travail du dimanche soutient qu'il doit rester l'exception, et rappelle que c'est bien le pouvoir d'achat qui reste l'élément central de l'adhésion de certains salariés, notamment les plus jeunes, à ces dérèglementations.

Lancement de la campagne contre les idées d'extrême droite

Les absences de réponses aux questions sociales vécues par les salariés, les privés d'emploi, les retraités mais aussi les jeunes ainsi que la crise avec ses conséquences dramatiques fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Les politiques d'austérité génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Les organisations syndicales et étudiantes CGT, FSU,

Solidaires, UNEF, FIDL, réunies le 2 décembre 2013 lancent une campagne unitaire contre les idées de l'extrême-droite.

Elections prud'homales

Le gouvernement envisage de mettre un terme à l'élection des conseillers prud'homaux salariés pour lui substituer une désignation basée sur une nouvelle représentativité issue de la loi du 20 août 2008. Les arguments à l'appui de cette réforme de la prud'homie sont aussi surprenants qu'inacceptables. La CGT réaffirme son exigence de l'organisation d'élections prud'homales pour 2015

Syndicalisation

Pour 2012, nos forces syndiquées sont de 12106. 2013 accuse toujours un retard qu'il convient de résorber au plus vite. Mettons à profit le déploiement militant, pour y parvenir.

Allemagne : un salaire minimum

Dans le cadre de l'accord de coalition il est créé un salaire minimum. C'est une avancée importante saluée par la CGT et les affiliés de la CES. Elle nous pousse à revendiquer l'instauration d'une telle mesure partout en Europe. C'est bon pour faire reculer le dumping social et c'est bon pour le progrès social

COP de Varsovie (conférence sur le climat)

Les organisations de la société civile dont les syndicats ont décidé de quitter cette conférence faute d'être entendues sur leurs propositions liant transition, emploi et travail décent. Elles dénoncent les pressions des entreprises multinationales et la faiblesse des gouvernements devant elles.

Disparition de Nelson Mandela

La CGT a salué l'homme d'exception qu'il était. Révolté par la domination de la minorité blanche et la ségrégation raciale, il mènera un combat incessant contre l'apartheid qui le conduira 27 ans durant au bagne de Robben Island. La CGT aura été de toutes les actions pour sa libération qui interviendra le 11 février 1990. Il deviendra le 1^{er} Président noir de l'Afrique du Sud. Il sera resté un combattant fidèle à ses idéaux, une conscience pour l'humanité.

Pacte transatlantique

Les négociations en cours sur l'accord de libre échange USA-Union Européenne se déroulent sur fond d'opacité. Elles visent à supprimer les dernières barrières douanières, en particulier dans le secteur agricole, et surtout à supprimer les barrières non tarifaires, à savoir les règlements et les normes.

La CGT qui considère qu'un accord devrait entériner comme objectif le plein emploi, de meilleures normes de vie pour tous se déclare opposée aux orientations prises par les négociations.

Je m'informe aussi sur :
Le site internet de l'UCR :
www.ucr.cgt.fr
Le site internet de l'UFR :
www.cgt-fapt.fr

